

Comité canadien de l'UNICEF

États financiers
31 décembre 2022



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Comité canadien de l'UNICEF,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du **Comité canadien de l'UNICEF** [«UNICEF Canada»], qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'UNICEF Canada au 31 décembre 2022, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants d'UNICEF Canada conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité d'UNICEF Canada à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider UNICEF Canada ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière d'UNICEF Canada.



Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne d'UNICEF Canada;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité d'UNICEF Canada à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener UNICEF Canada à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Toronto, Canada
Le 21 avril 2023

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés



Comité canadien de l'UNICEF

États de la situation financière

Aux 31 décembre

	2022	2021
	\$	\$
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 388 879	14 765 370
Débiteurs	651 262	687 669
Charges payées d'avance	509 732	401 297
Total de l'actif à court terme	21 549 873	15 854 336
Immobilisations, montant net <i>[note 4]</i>	705 527	707 737
	22 255 400	16 562 073
Passif et actif net		
Passif à court terme		
Sommes à payer à l'UNICEF <i>[notes 1 et 3]</i>	18 095 539	11 640 867
Créditeurs et charges à payer	1 633 185	2 228 419
Apports reportés <i>[note 6]</i>	316 550	453 681
Total du passif à court terme	20 045 274	14 322 967
Apports aux capitaux propres reportés <i>[note 7]</i>	167 313	194 083
Total du passif	20 212 587	14 517 050
Engagements <i>[note 13]</i>		
Actif net		
Actif net non affecté <i>[note 8]</i>	705 527	707 737
Actif net grevé d'affectations internes <i>[note 9]</i>	1 337 286	1 337 286
Total de l'actif net	2 042 813	2 045 023
	22 255 400	16 562 073

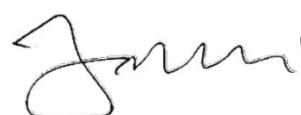
Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil :

Administrateur



Administrateur



Comité canadien de l'UNICEF

États des résultats

Aux 31 décembre

	2022	2021
	\$	\$
Produits		
Campagnes de financement	63 486 766	62 025 129
Subventions gouvernementales et autres [note 10]	2 922 369	5 738 356
Fonds de contrepartie du gouvernement [note 11]	—	9 675 928
Ventes de produits	403 730	151 696
Autres produits [note 7]	438 033	82 061
	<u>67 250 898</u>	<u>77 673 170</u>
Charges [note 12]		
Programmes		
Contributions à des programmes internationaux [notes 1 et 3]	44 281 670	53 151 846
Programme d'intérêt public et programmes canadiens [note 12]	3 767 366	5 476 872
	<u>48 049 036</u>	<u>58 628 718</u>
Financement et administration [note 12]		
Campagnes de financement	16 579 339	16 274 291
Administration	2 624 733	2 719 912
	<u>19 204 072</u>	<u>18 994 203</u>
	<u>67 253 108</u>	<u>77 622 921</u>
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice	<u>(2 210)</u>	<u>50 249</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers

Comité canadien de l'UNICEF

États de l'évolution de l'actif net

Exercices clos les 31 décembre

	2022		2021	
	Non affecté	Grevé d'affections internes	Total	
	\$	\$	\$	
Actif net au début de l'exercice	707 737	1 337 286	2 045 023	1 994 774
Insuffisance des produits par rapport aux charges de l'exercice	(2 210)	—	(2 210)	50 249
Actif net à la fin de l'exercice	705 527	1 337 286	2 042 813	2 045 023

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Comité canadien de l'UNICEF

États des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 décembre

	2022	2021
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges de l'exercice	(2 210)	50 249
Ajout (déduction) d'éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations	160 693	138 306
Amortissement des apports aux capitaux propres reportés	(26 770)	(26 770)
	<u>131 713</u>	<u>161 785</u>
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés au fonctionnement, montant net	<u>5 650 279</u>	<u>1 221 818</u>
Flux de trésorerie de fonctionnement	<u>5 781 992</u>	<u>1 383 603</u>
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(158 483)	(188 555)
Flux de trésorerie d'investissement	<u>(158 483)</u>	<u>(188 555)</u>
Augmentations nettes de la trésorerie au cours de l'exercice	5 623 509	1 195 048
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	<u>14 765 370</u>	<u>13 570 322</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	<u>20 388 879</u>	<u>14 765 370</u>

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Comité canadien de l'UNICEF

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2022

1. Nature de l'organisme et relation avec l'UNICEF

Le comité canadien de l'UNICEF [«UNICEF Canada»] est le partenaire officiel au Canada du Fonds des Nations Unies pour l'enfance [«UNICEF»]. UNICEF Canada est une société constituée sans capital social selon la *Loi sur les corporations canadiennes* par des lettres patentes datées du 22 septembre 1969, et compte des membres faisant partie de son conseil d'administration ainsi que d'autres membres, tel qu'il a été approuvé par le conseil d'administration d'UNICEF Canada. UNICEF Canada est passée à la nouvelle *Loi canadienne sur les sociétés par actions* en 2013. UNICEF Canada, à titre d'organisme de bienfaisance enregistré, est autorisé à émettre des reçus officiels de dons aux fins d'impôt sous le numéro d'enregistrement 122680572RR0001, et est donc exempt d'impôts tant que les exigences de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) sont respectées.

L'UNICEF est l'organisation humanitaire sans but lucratif dont la mission est axée sur l'aide à l'enfance qui possède la plus grande portée à l'échelle mondiale. Présent dans 190 pays et territoires, l'UNICEF est sur place pour aider les enfants les plus défavorisés. Bien que faisant partie du système des Nations-Unies, le financement d'UNICEF repose entièrement sur des dons lui permettant d'accomplir son travail salvateur.

UNICEF Canada est l'un des 33 comités nationaux établis à l'échelle mondiale, et chaque comité national exerce ses activités en vertu d'une entente de coopération avec l'UNICEF. Au moyen d'activités de financement, d'éducation et de défense des intérêts, UNICEF Canada soutient des programmes offrant une protection, des soins de santé et des vaccins, une éducation, de l'eau potable, des services d'hygiène et de la nourriture, et est partie à une entente de coopération avec l'UNICEF, qui établit entre autres que les fonds nets recueillis, après déduction des charges liées au programme d'intérêt public et aux programmes canadiens, seront transférés à l'UNICEF aux fins du financement de programmes approuvés par son comité de direction.

Puisque l'obligation de transférer des fonds à l'UNICEF survient pendant la période où les fonds sont recueillis, les sommes à transférer sont passées en charges [apports à des programmes internationaux] au cours de la même période.

2. Sommaire des principales méthodes comptables

Les présents états financiers sont dressés conformément à la Partie III – Normes comptables pour les organismes sans but lucratif du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* [«CPA Canada»], qui décrit les principes comptables généralement reconnus pour les organismes sans but lucratif du Canada et comprend les principales méthodes comptables résumées ci-après.

Comptabilisation des produits

UNICEF Canada utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports, qui comprennent les dons et les subventions. Les dons sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, étant donné que les promesses de dons ne sont pas légalement exécutoires. Les subventions non affectées sont comptabilisées dans les produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut raisonnablement être estimé et si le recouvrement est raisonnablement assuré. Les apports non affectés sont constatés dans les produits lorsqu'ils sont initialement comptabilisés dans les comptes. Les apports grevés d'affectations externes sont initialement reportés puis comptabilisés dans les produits au cours de l'exercice où les charges correspondantes sont engagées. Les ventes de produits sont comptabilisées dans les produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut raisonnablement être estimé.

Comité canadien de l'UNICEF

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2022

Instruments financiers

Les instruments financiers, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les sommes à payer à l'UNICEF et les créditeurs et charges à payer, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont ensuite évalués au coût amorti, déduction faite des provisions pour dépréciation.

À moins d'indication contraire, la direction croit qu'UNICEF Canada n'est pas exposé à des risques de taux d'intérêt, de change, de marché, de crédit ou de liquidité importants découlant des instruments financiers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des fonds en caisse et des placements à court terme ayant une échéance à court terme d'environ trois mois ou moins.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, moins l'amortissement cumulé. L'amortissement est passé en charges à un taux annuel selon la méthode de l'amortissement linéaire, conçue pour amortir le coût d'un actif sur sa durée de vie utile estimative comme suit :

Immobilisations corporelles

Mobilier et matériel de bureau	10 %
Matériel informatique	20 %
Améliorations locatives	Selon les modalités des baux

Actifs incorporels

Logiciels	20 %
-----------	------

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif risque de ne plus contribuer à la capacité d'UNICEF Canada de fournir des biens et des services. Toute dépréciation entraîne une réduction de valeur de l'actif et la comptabilisation d'une charge dans l'état des résultats. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet d'une reprise si la juste valeur de l'actif en question s'accroît ultérieurement.

Régime de retraite des employés

UNICEF Canada participe à un régime de retraite à cotisations déterminées. Les cotisations à ce régime sont passées en charges lorsqu'elles sont exigibles.

Répartition des charges

Les salaires, les avantages sociaux et les coûts liés à d'autres éléments aux fins du soutien général, comme les finances, les ressources humaines et les technologies de l'information, et les frais d'occupation des locaux du siège social compris dans les charges d'administration, sont répartis entre les autres éléments présentés dans l'état des résultats, selon une estimation en pourcentage du temps que le personnel de chaque service a consacré à des tâches liées à chacun des éléments.

Comité canadien de l'UNICEF

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2022

3. Opérations entre parties liées

Au cours de l'exercice, les apports à l'UNICEF totalisant 44 281 670 \$ [53 151 846 \$ en 2021] pour le financement des programmes sont comptabilisés dans les charges rattachées à la réalisation des programmes, dont un montant de 18 095 539 \$ [11 640 867 \$ en 2021] à verser à l'UNICEF au 31 décembre 2022. Les sommes à verser à l'UNICEF sont exigibles avant le 30 juin 2023 [30 juin 2022 pour l'exercice 2021] et ne portent pas intérêt.

Au cours de l'exercice, UNICEF Canada a comptabilisé à titre de produits de l'UNICEF des apports totalisant 2 868 402 \$ [3 439 013 \$ en 2021] aux fins des campagnes de financement, dont un montant de 2 738 367 \$ [3 322 617 \$ en 2021] a été reçu au cours de l'exercice [note 10] et un montant de 130 035 \$ [116 396 \$ en 2021], comptabilisé à titre d'apports reportés [note 6].

Ces opérations sont survenues dans le cadre normal des activités et ont été comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle correspond au montant convenu entre les deux parties.

4. Immobilisations

Les immobilisations se composent de ce qui suit :

	2022		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Immobilisations corporelles			
Mobiliers et matériel de bureau	39 337	22 849	16 488
Matériel informatique	588 980	469 498	119 482
Améliorations locatives	469 180	183 772	285 408
Actifs incorporels			
Logiciels	648 607	364 458	284 149
	1 746 104	1 040 577	705 527
	2021		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Immobilisations corporelles			
Mobiliers et matériel de bureau	39 337	20 138	19 199
Matériel informatique	561 252	418 237	143 015
Améliorations locatives	469 180	137 779	331 401
Actifs incorporels			
Logiciels	517 852	303 730	214 122
	1 587 621	879 884	707 737

Comité canadien de l'UNICEF

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2022

5. Facilité de crédit

UNICEF Canada a une facilité de crédit à vue renouvelable non garantie de 1 000 000 \$. L'intérêt sur la ligne de crédit à vue est payable au taux d'intérêt préférentiel de la banque. Aux 31 décembre 2022 et 2021, aucune somme n'avait été prélevée sur la facilité.

6. Apports reportés

Les apports reportés comprennent les fonds non dépensés reçus pour l'UNICEF ainsi que les apports désignés, comme il est indiqué ci-dessous :

	2022	2021
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	453 681	618 613
Apports reportés reçus [note 3]	32 565 551	43 436 798
Montant comptabilisé dans les produits	(32 702 682)	(43 601 730)
Solde à la fin de l'exercice	316 550	453 681

7. Apports aux capitaux propres reportés

Les apports aux capitaux propres reportés ont représenté un montant de 267 700 \$ reçu par UNICEF Canada en guise d'incitatifs à la location, qui a été appliqué aux améliorations locatives. L'amortissement annuel des incitatifs à la location est comptabilisé dans les autres revenus à l'état des résultats.

	2022	2021
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	194 083	220 853
Amortissement des apports aux capitaux propres reportés	(26 770)	(26 770)
Solde à la fin de l'exercice	167 313	194 083

8. Actif net non affecté

L'actif net non affecté correspond à la valeur comptable nette des immobilisations d'UNICEF Canada.

9. Actif net grevé d'affectations internes

L'actif net grevé d'affectations internes est constitué du produit de la vente de biens et est destiné à l'achat futur de biens, pour lesquels l'approbation préalable du conseil d'administration est nécessaire.

Comité canadien de l'UNICEF

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2022

10. Subventions gouvernementales et autres

Les subventions gouvernementales et autres se composent de ce qui suit :

	2022	2021
	\$	\$
Gouvernement du Canada [note 3]	—	2 000 000
UNICEF [note 3]	2 868 402	3 439 013
Gouvernement de l'Ontario et autres	53 967	299 343
	2 922 369	5 738 356

11. Fonds de contrepartie du gouvernement

Le gouvernement du Canada a établi des fonds de secours pour différentes crises à l'échelle mondiale et a directement accordé des fonds à l'UNICEF. UNICEF Canada comptabilise la tranche de ces cotisations qui ont été directement accordées à l'UNICEF par le gouvernement du Canada pour les efforts d'UNICEF Canada. Les fonds de contrepartie du gouvernement se composent de ce qui suit :

	2022	2021
	\$	\$
Fonds de contrepartie pour le vaccin contre la COVID-19	—	9 675 928

12. Répartition des charges

Certaines charges administratives sont réparties entre les éléments présentés dans l'état des résultats comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Campagnes de financement	1 848 348	1 632 208
Programme d'intérêt public et programmes canadiens	1 217 918	1 222 462
	3 066 266	2 854 670

Comité canadien de l'UNICEF

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2022

13. Engagements

Les paiements annuels minimaux futurs en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux sont comme suit :

	\$
2023	315 840
2024	321 917
2025	314 610
2026	324 649
2027	327 995
Par la suite	384 850
	<u>1 989 861</u>

En plus des loyers minimaux, les contrats de location de bureaux exigent généralement le paiement de divers frais d'exploitation.